



L'Union européenne peut-elle devenir une grande puissance ?



Auteur : Maxime Lefebvre

La Fondation Robert Schuman publie une question d'Europe de Maxime Lefebvre sur le projet d'une "Europe puissance". La crise que traverse l'Union européenne la pousse à se poser davantage de questions sur son avenir. Si l'Union européenne sort plus unie et plus solidaire, elle pourrait alors se donner les moyens de renforcer sa présence sur la scène internationale. Il serait vain de comprendre le concept d'une "Europe puissance" comme une puissance westphalienne, avec une politique étrangère et une politique de défense totalement unifiées. L'Union européenne développe un 'smart power' à mi-chemin entre le 'hard power' (puissance militaire) et le 'soft power' (l'art de la persuasion). Enfin, une bonne collaboration entre les Etats membres et les autorités bruxelloises est la condition d'une affirmation de "l'Europe puissance".

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Budget - Pacte budgétaire - France/Allemagne **Crise financière** : BCE - Autriche - Irlande - Pologne - Royaume-Uni - Italie - Portugal **Commission** : Produits financiers - Transports - Fraudes **Parlement** : ACTA - Réponse/Crise - Project bonds - Trains **Conseil** : Produits dérivés **Finlande** : Défense **France** : Franco-allemand - Syrie **Grèce** : Privatisations **Hongrie** : Banque centrale **Italie** : Allemagne **République Tchèque** : Gouvernement **Roumanie** : Destitution **Royaume-Uni** : Aéronautique - Défense **Kosovo** : Souveraineté **Ukraine** : Justice/CEDH - Crise politique **CERN** : Boson/Higgs **ONU** : Biélorussie **OSCE** : Congrès **OTAN** : Ukraine **Publications** : Etats Baltes **Eurobarometre** : Cybersécurité **Etudes/Rapports** : Grèce - UE/Russie - Schengen - Finances **Culture** : Expo/Londres - Festival/Autriche - Festival/Avignon - Jazz/Nice - Festival/Aix - Festival/Verone - Expo/Allemagne

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Six mois pour conclure le Cadre financier pluriannuel



Le 11 juillet 2012, la Fondation Robert Schuman organise à Bruxelles une rencontre avec Andreas Mavroyiannis, ministre chypriote des affaires européennes, et Reimer Böge, membre du Parlement européen rapporteur sur le cadre financier pluriannuel. Le débat sera animé par Jean-Dominique Giuliani, Président de la Fondation. Les intervenants évoqueront les enjeux actuels du cadre financier pluriannuel et les perspectives

politiques. Le cadre financier pluriannuel doit être conclu pendant la présidence chypriote du Conseil, avant la fin de l'année... [Lire la suite](#)

Comprendre le pacte budgétaire européen



10 Etats membres (Autriche, Allemagne, Lituanie, Lettonie, Irlande, Danemark, Roumanie, Slovaquie, Portugal et Grèce) ont déjà ratifié le pacte budgétaire. La Fondation Robert Schuman met à jour un tableau récapitulatif des ratifications dans les différents pays de l'Union. Elle vous propose également une note explicative sur le traité... [Lire la suite](#)

La France, l'Allemagne et vous?



Le cinquantenaire du traité de l'Élysée sera célébré le 22 janvier 2013. Pour permettre aux citoyens français et allemands de dire comment ils vivent et ressentent la relation entre leurs deux pays, le groupe Radio France, les radios publiques allemandes Deutschlandradio, ARD, Saarländischer Rundfunk et Arte ont décidé de diffuser une grande enquête commune auprès de leurs publics. Que vous soyez citoyens français ou allemands, la Fondation Robert Schuman qui soutient ce projet vous invite à répondre à 26 questions sur la façon dont vous vivez la relation franco-allemande et l'Europe... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Crise financière :

La BCE baisse son taux directeur



Le 5 juillet 2012, le Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a annoncé que le Conseil des Gouverneurs avait décidé de baisser son principal taux directeur de 1% à 0,75%. Historiquement, il s'agit du taux le plus bas depuis sa création. Cette mesure doit permettre de soutenir la croissance européenne, pour l'instant atone, tout en poursuivant l'objectif principal de la Banque centrale européenne, la lutte contre l'inflation. Mario Draghi a enfin affiché le soutien de son institution aux dernières décisions de l'Union européenne, notamment en terme de gouvernance économique et monétaire et de restauration du système financier... [Lire la suite](#)

Le parlement autrichien donne son feu vert au MES et au pacte budgétaire



Le 4 juillet 2012, les députés autrichiens du Nationalrat ont approuvé le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Le MES nécessitait une majorité des deux tiers qui s'est traduite par le vote favorable des Verts, des sociaux-démocrates et des conservateurs. 126 des 183 députés ont voté pour le MES, contre 53. Le pacte budgétaire (TSCG) a été adopté avec une majorité de 103 voix, contre 60. Sur le pacte budgétaire, la Fondation Robert Schuman a mis en ligne une page spéciale contenant une note explicative sur le traité ainsi qu'un tableau récapitulatif des procédures de ratification dans les différents Etats membres... [Lire la suite](#)

Le taux de chômage irlandais chiffré à 14,9% en juin 2012



Le 4 juillet 2012, le Central Statistics Office (CSO), l'office national des statistiques irlandais, a annoncé que le taux de chômage pour le mois de juin 2012 s'élevait à 14,9%, avec un total de 451 974 chômeurs. L'office irlandais avait déjà revu à la hausse ses prévisions au mois de juin, de 14,3% à 14,7% ce qui n'avait pas empêché le Fonds monétaire international (FMI) de saluer les réformes mises en place en Irlande... [Lire la suite](#)

Recul du chômage en Pologne

Le 5 juillet 2012, le ministre du Travail polonais Wladyslaw Kosiniak-Kamysz a publié les chiffres du chômage de la Pologne pour le mois de juin. Le nombre de chômeurs s'élève à 1,97 million, ce qui confirme la



baisse enregistrée depuis quelques mois. Ainsi, le chômage s'élève à 12,4% de la population active (contre 12,6% en mai et 12,9% en avril). Malgré cette perspective favorable, le taux de chômage reste plus élevé qu'en 2011 où il était de 11,8% en juin... [Lire la suite](#)

La Banque d'Angleterre injecte 50 milliards livres sterling



Le 5 juillet 2012, la Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé l'injection de 50 milliards livres sterling, soit 62,2 milliards d'euros dans l'économie britannique. Cette injection permet donc d'élever le montant total du programme de soutien à l'économie du pays à 375 milliards livres sterling. Elle a par ailleurs maintenu son taux directeur à 0,5%... [Lire la suite](#)

Un plan d'austérité pour économiser 26 milliards d'euro sur 3 ans



Le 6 juillet 2012, le gouvernement italien a approuvé un plan d'austérité visant à économiser 26 milliards d'euro sur trois ans. Mario Monti, Président du conseil italien, a également approuvé un décret sur le gel temporaire des recrutements des fonctionnaires et une baisse graduelle du nombre de hauts fonctionnaires. Le gouvernement a annoncé vouloir éviter toute hausse d'impôts d'ici juin 2013 et "vouloir réduire les dépenses excessives sans affecter la qualité des services"... [Lire la suite](#)

Les efforts doivent être partagés par tous



La suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités portugais, mesure phare de la politique d'austérité menée par ce pays sous assistance financière internationale, a été jugée anticonstitutionnelle par la Cour constitutionnelle le 5 juillet. Ces coupes constituent une "violation du principe d'égalité" inscrit dans la Constitution portugaise car elles imposent aux fonctionnaires et aux retraités "un sacrifice supplémentaire sans équivalent pour l'ensemble des citoyens", a expliqué la Cour constitutionnelle. Le gouvernement portugais a répliqué en envisageant d'étendre à tous les Portugais des coupes salariales limitées jusque là aux fonctionnaires et aux retraités. "La seule solution pour maintenir la volonté d'ajuster les finances, essentielle pour que le Portugal remplisse ses engagements, est d'élargir les mesures aux autres", a-t-il déclaré... [Lire la suite](#)

Commission :

Plus de sécurité pour les consommateurs de produits financiers



Le 3 juillet 2012, la Commission européenne a proposé une législation dans le but de renforcer la sécurité des consommateurs dans le domaine des services financiers. Sur le constat du manque de confiance entraîné par la crise, la Commission s'est rendu compte que les produits vendus ne correspondent pas toujours aux besoins des consommateurs. Le paquet comprend trois propositions : sur les documents d'information concernant les produits d'investissements de détails (PID), sur la Directive d'intermédiation en assurance (DIA), et sur le renforcement de la protection des acheteurs de fonds d'investissement (OPCVM). Selon Michel Barnier, Commissaire européen en charge du marché intérieur, ce paquet met le consommateur au centre du processus, pour qu'il puisse "choisir un produit en se fondant sur des informations claires et fiables"... [Lire la suite](#)

Droits des passagers : une nouvelle application pour connaître ses droits



Pendant les vacances d'été, la Commission européenne lance une nouvelle application smartphone pour informer les passagers de leurs droits en cas d'annulation ou de retard de vols, de modifications d'horaire... Cette application fonctionnant sur 4 plateformes mobile (iPhone et iPad d'Apple, Android de Google, Blackberry de RIM et Windows Phone 7 de Microsoft) et disponible en 22 langues de l'UE, concerne le

transport aérien et ferroviaire. L'application explique les droits des passagers pour chaque problème susceptible de se présenter. Par exemple, si vous ne pouvez embarquer en raison d'un vol annulé, vous pouvez prétendre à une indemnisation dont le montant est compris entre 125 et 600 euro. L'application vous indique également auprès de qui porter plainte si vous estimez que vos droits n'ont pas été respectés... [Lire la suite](#)

L'OLAF enquête sur les fraudes au détriment du budget de l'Union



Le 3 juillet 2012, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a rendu public son rapport annuel pour l'année 2011. Selon les chiffres communiqués, sur l'année 2011, il y a eu 463 affaires, 691 millions d'euros de recouvrement et un total cumulé de 511 années d'emprisonnement. Le combat de l'OLAF revêt une importance particulière dans la crise économique actuelle. Le rapport contient notamment des infractions affectant le budget de l'Union européenne (contrebande de biodiesel, ou appels d'offres frauduleux dans le domaine des Fonds structurels). En effet, la résolution d'une affaire de fraude de fonds structurels découverte par les autorités italiennes a permis de récupérer 382 millions d'euros... [Lire la suite](#)

Parlement :

Le Parlement européen rejette l'accord commercial anti-contrefaçon



Le 4 juillet 2012, les députés européens ont rejeté par 478 voix contre, 39 pour et 165 abstentions, l'Accord commercial anti-contrefaçon, plus connu sous le nom d'ACTA, conclu entre l'Union européenne et 10 autres pays dont les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Corée du Sud, le Maroc et le Mexique en vue d'améliorer la mise en œuvre des lois anti-contrefaçon à l'échelle internationale. C'est la première fois que le Parlement européen met un veto à un accord international sur le commerce. Ainsi, ni l'Union européenne, ni aucun de ses Etats membres ne pourra adhérer au traité. David Martin (S&D, UK), rapporteur, avait appelé à voter contre en raison des dangers qu'ACTA représentait pour les libertés des citoyens, même si des mesures devaient être prises pour mieux défendre la propriété intellectuelle... [Lire la suite](#)

Le Parlement européen demande des propositions concrètes "avant septembre"



Dans une résolution adoptée le 4 juillet 2012 par 501 voix, contre 132 et 38 abstentions, les députés soulignent l'importance des mesures prises lors du conseil européen pour répondre à la crise. Ils considèrent qu'un pas important a été mené vers une union bancaire. Cependant, ils demandent à la Commission de présenter "avant septembre" des propositions concrètes de renforcement de l'Union économique et monétaire. Ils estiment que le rapport d'Herman Van Rompuy est un bon point de départ. Toutefois il ne faut pas simplement impliquer les institutions européennes mais aussi les parlements nationaux, les partenaires sociaux et la société civile... [Lire la suite](#)

Lancement de la phase pilote des "projets bonds"



Le 4 juillet 2012, les députés européens ont donné leur feu vert par 579 voix, contre 32 et 9 abstentions au lancement de la phase pilote des "projets bonds". Il s'agit d'emprunts garantis par la Banque européenne d'investissement (BEI), servant à financer de grands projets d'infrastructures. Selon les estimations de la Commission, avec quelque 230 millions d'euros de garanties tirées du budget européen, ces "projets bonds" permettront de mobiliser 4,3 milliards d'euros auprès d'investisseurs privés... [Lire la suite](#)

Espace ferroviaire unique européen



Le 3 juillet 2012, les députés européens ont adopté une résolution destinée à stimuler l'offre et à améliorer la qualité des services de fret et celle pour les voyageurs internationaux. Ce texte entérine la séparation comptable entre les gestionnaires et les utilisateurs des réseaux, afin de garantir une concurrence non faussée entre ces derniers. Des régulateurs, nationaux et indépendants, veilleront à la bonne application des règles

de la concurrence. Le texte contient également des mesures incitatives afin de moderniser les trains en les rendant plus sûrs et moins bruyants. Le texte doit désormais être adopté par le Conseil d'ici décembre. La Commission devrait également proposer prochainement un texte visant à favoriser la libéralisation du transport ferroviaire pour les passagers sur les marchés nationaux... [Lire la suite](#)

Conseil :

Plus de transparence sur les produits dérivés



Le 4 juillet 2012, le Conseil a donné son aval à tous les amendements votés par le Parlement européen sur un texte visant à renforcer la transparence des produits dérivés. Ce texte prévoit notamment la compensation de tous les contrats par le biais d'un intermédiaire, ainsi que l'obligation de déclarer tous les contrats de produits dérivés de gré à gré. L'Autorité européenne des marchés financiers assurera le contrôle de ce marché et notamment le respect de ce texte, qui entrera en vigueur à la fin de l'année 2012... [Lire la suite](#)

Finlande :

Nouveau ministre de la Défense



Le chef du parti représentant la minorité suédophone en Finlande, Carl Haglund, a pris ses fonctions de ministre de la Défense, le 5 juillet 2012, en remplacement de Stefan Wallin démissionnaire. Âgé de 33 ans, Carl Haglund, député européen depuis 2009, est le plus jeune membre de la large coalition gouvernementale finlandaise dirigée par Jyrki Katainen... [Lire la suite](#)

France :

Fête de l'amitié franco-allemande à Reims



Le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel se sont rencontrés le 8 juillet 2012 à Reims pour fêter le 50ème anniversaire de la réconciliation franco-allemande. Cinquante ans après la rencontre du général Charles de Gaulle et du chancelier Konrad Adenauer dans la même ville, les deux dirigeants ont appelé au renforcement des liens d'amitié entre les deux pays. "Notre amitié inspire l'Europe. Nous ne voulons pas donner la leçon. Nous entendons tout simplement montrer l'exemple", a dit François Hollande. Angela Merkel a souligné que "l'Europe, c'est bien plus qu'une monnaie, et la relation franco-allemande est incontournable à cet égard, elle a marqué très fortement l'unification européenne qu'elle a fait progresser", mais "ce n'est pas une relation exclusive, elle invite chacun à s'y associer"... [Lire la suite](#)

Troisième conférence des "Amis du peuple syrien"



Les "Amis du peuple syrien", groupe formé d'une centaine d'Etat et de plusieurs représentants de l'opposition syrienne, se sont réunis le 6 juillet 2012 à Paris. Les participants ont appelé solennellement le régime syrien à respecter enfin ses engagements en vue de la mise en œuvre complète du plan de sortie de crise en six points de Kofi Annan, envoyé spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe. Ils ont également appelé tous les Syriens et toutes les organisations de la société civile à se dissocier publiquement des violations des droits de l'Homme commises par le régime syrien. La Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont boycotté la réunion s'opposant à un départ forcé du président syrien... [Lire la suite](#)

Grèce :

Antonis Samaras obtient la confiance du Parlement



Le 6 juillet 2012, dans son discours de politique générale devant le Parlement, le Premier ministre grec Antonis Samaras a indiqué tenter de convaincre ses partenaires européens de privilégier la relance sur la rigueur en demandant deux ans de plus pour que la Grèce assainisse ses finances publiques, en échange d'une accélération des privatisations. "Nous demandons deux ans pour l'ajustement"

budgetaire censé au départ être acquis fin 2014, a-t-il lancé. Pour donner des gages, M. Samaras a présenté 9 mesures "immédiates" centrées sur une accélération des privatisations. Il a également annoncé une amnistie fiscale pour ceux qui rapatrieront des fonds partis à l'étranger, soulignant qu'il était impératif pour le pays de retrouver de la liquidité. Le chef du gouvernement a obtenu le 8 juillet le vote de confiance du Parlement par 179 députés sur 300... [Lire la suite](#)

Hongrie :

La loi sur la Banque centrale votée



Le 6 juillet 2012, le Parlement hongrois a voté la version définitive de la loi sur la Banque centrale. Cette loi avait soulevé les inquiétudes du FMI et de la BCE avant que des modifications jugées nécessaires ne soient adoptées, permettant de débloquer une aide de 15 milliards d'euros. Le parti conservateur du Premier ministre Viktor Orban obtient à lui seul la majorité des deux tiers requise pour une telle loi. Ainsi, 283 députés ont voté pour, 30 contre et 3 se sont abstenus... [Lire la suite](#)

Italie :

Sommet bilatéral Italie-Allemagne



Le chef du gouvernement italien Mario Monti et la chancelière allemande Angela Merkel ont cherché le 4 juillet 2012, lors du sommet germano-italien, à dissiper tout malentendu sur des tensions qui auraient émergé à Bruxelles lors du Conseil européen. Affichant une "excellente entente", Mme Merkel a affirmé "nous avons trouvé des solutions satisfaisantes pour tout le monde", lors d'une conférence de presse commune avec M. Monti. "Nous ne vivons pas une période facile, mais nous voulons surmonter ensemble les difficultés"... [Lire la suite](#)

République Tchèque :

Nouveau ministre de la justice en République tchèque



Pavel Blažek, vice-président du Parti civique démocrate (ODS) du Premier ministre tchèque, Petr Necas, a été nommé le 3 juillet 2012 ministre de la Justice. Il remplace Jiri Pospisil, démis de ses fonctions par le chef du gouvernement. Le nouveau ministre est censé poursuivre la réforme de la justice tchèque et réduire le budget de ce secteur... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Le Parlement destitue le Président en Roumanie



Le 6 juillet 2012, les parlementaires roumains ont voté en faveur de la destitution du président Traian Basescu par 256 voix sur un total de 432. Cette destitution ne deviendra définitive que si elle est validée par un référendum qui aura lieu le 29 juillet. L'intérim à la tête de l'Etat sera assuré par le président du Sénat, Crin Antonescu, chef de file de l'Union sociale-libérale (USL). Face aux inquiétudes exprimées par la Commission européenne quant à la stabilité du pays, le Premier ministre Victor Ponta a souhaité rassurer ses partenaires européens en déclarant que la Roumanie resterait un "Etat de droit" conforme aux "standards européens"... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Salon aéronautique de Farnborough



Le Salon aéronautique de Farnborough s'est ouvert le 9 juillet 2012. Le constructeur aéronautique américain Boeing devrait y annoncer de nombreux contrats, notamment concernant son nouvel appareil le 737 MAX. Airbus devrait, en effet, y être plus discret, même si le constructeur européen a annoncé la semaine dernière son implantation aux Etats-Unis en Alabama... [Lire la suite](#)

Réduction drastique des effectifs dans l'armée



Le ministre britannique de la Défense Philip Hammond a détaillé le 5 juillet 2012 devant les députés les réductions d'effectifs qui toucheront 20% du personnel de l'armée régulière d'ici 2020, entraînant la suppression de 17 unités. Avec ce régime d'amaigrissement draconien mis en oeuvre dans le cadre de la "Révision stratégique de la défense et de la sécurité" (SDSR), les effectifs des forces armées britanniques seront au plus bas depuis le début du XIXe siècle. Le ministre a reconnu que ces réductions d'effectifs étaient "difficiles" et seraient "mal reçues" dans les unités affectées mais qu'elles étaient "justes et équilibrées". Il a estimé que le plan était conçu "de façon à minimiser l'impact de la réduction des effectifs et de maximiser l'efficacité de l'armée"... [Lire la suite](#)

Kosovo :

Le Kosovo accédera à la "pleine souveraineté" en septembre 2012



Le 2 juillet 2012, le Groupe d'orientation sur le Kosovo (ISG, International Steering Group) a annoncé dans un communiqué que le Kosovo accédera à la "pleine souveraineté" en septembre 2012. Cette décision, envisagée depuis janvier 2012, ne sera effective qu'en septembre afin de laisser le temps au gouvernement kosovar d'adopter les textes législatifs correspondants nécessaires. Le Premier ministre kosovar, Hashim Thaçi a estimé qu'il s'agissait d'une "nouvelle étape" pour son pays. L'annonce de cette décision signifie également la fin de la mission de surveillance menée par l'ISG, groupe constitué de 25 pays ayant soutenu l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008... [Lire la suite](#)

Ukraine :

La CEDH juge l'arrestation et la détention de l'ancien ministre Lutsenko arbitraire.



Le 3 juillet, la Cour européenne des droits de l'Homme, dans l'affaire Lutsenko c. Ukraine, a notamment conclu que l'arrestation du requérant, un des principaux dirigeants de l'opposition, était arbitraire et que la légalité de sa détention n'avait pas fait l'objet d'un contrôle adéquat... [Lire la suite](#)

Ukraine : la loi sur la langue russe entraîne une véritable crise politique



Le 4 juillet 2012, un millier de manifestants se sont rassemblés suite à l'appel de l'opposition, notamment de l'ancienne Premier ministre ukrainienne emprisonnée, Ioulia Timochenko, afin de protester contre l'adoption définitive, le 3 juillet, d'une loi sur la langue russe par 248 voix sur 450 députés. Les manifestations sont telles que le président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, a convoqué le jour même les leaders du Parlement afin de discuter des moyens qui permettraient de mettre fin à la polémique. Cette loi a cependant toujours fait polémique puisqu'elle revient à donner à la langue russe le statut de deuxième langue officielle. Le Parlement ukrainien a ajourné ses travaux jusqu'au 4 septembre. "La loi ne peut pas être validée par le président en raison du grand nombre de violations au cours de son adoption", a déclaré le Président du Parlement, V. Litvine, dans une interview... [Lire la suite](#)

CERN :

Découverte du boson de Higgs



Le 4 juillet 2012, les physiciens du CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire) ont découvert officiellement le boson de Higgs. L'existence de cette particule, supposée être à l'origine des interactions avec toutes les autres particules qui existent, avait été déduite par les physiciens Peter Higgs, François Englert et Robert Brout, en 1964. La confirmation de l'existence de cette particule constitue un changement majeur qui va influer sur notre compréhension de l'univers... [Lire la suite](#)

ONU :

Création d'un rapporteur spécial pour surveiller la Biélorussie



Le 5 juillet 2012, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a décidé de créer un poste de rapporteur spécial pour surveiller la situation des droits de l'Homme en Biélorussie. Instauré à la suite d'une demande de l'Union européenne, ce poste consistera à faire des recommandations sur la situation en Biélorussie afin d'aider notamment le gouvernement à assumer ses obligations en ce qui concerne les droits de l'Homme. Parmi les violations qui inquiètent le Conseil figurent des restrictions renforcées des libertés d'association, de réunion, d'opinion et d'expression, y compris pour les médias, ainsi que des allégations de torture et de mauvais traitements en garde à vue, de violences et de harcèlement d'organisations de la société civile. La Biélorussie a annoncé qu'elle ne reconnaîtrait pas ce mandat de rapporteur spécial et donc qu'elle ne coopérerait pas avec lui... [Lire la suite](#)

OSCE :

21ème session annuelle de l'assemblée parlementaire de l'OSCE

 Le 5 juillet 2012 s'est ouvert à Monaco la 21ème session annuelle de l'assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. Les droits de l'Homme étaient la priorité des débats. Le 8 juillet, une résolution sur le programme nucléaire iranien a été adoptée mais la proposition d'élargir le partenariat avec les Etats non-membres de la Méditerranée pour inclure l'Autorité nationale palestinienne a été rejetée après de vifs débats, à 28 voix contre 22 et 7 abstentions. Ils ont aussi voté une résolution pour appeler les parlements nationaux à interdire les visas et à geler les aides au respect des droits de l'Homme envers les pays qui les violent... [Lire la suite](#)

OTAN :

Le président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se rend en Ukraine



Les 3 et 4 juillet 2012, le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Karl Lamers s'est rendu en Ukraine afin de s'entretenir avec les autorités ukrainiennes sur le "recul apparent des progrès démocratiques de l'Ukraine" et l'emprisonnement d'anciens responsables politiques. Après avoir rendu visite à Ioulia Timochenko, il a ainsi exprimé la nécessité d'assurer des conditions de traitement appropriées à l'ancienne Premier ministre mais également à Iouri Yuriy Loutsenko, ancien ministre de l'Intérieur et Valeriy Ivashchenko, ancien ministre de la Défense. Il a également insisté sur les relations entre l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et le Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada. C'est au regard de celles-ci qu'il s'est dit très préoccupé par une justice sélective et le manque d'indépendance de la magistrature... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Publications :

Les Etats baltes en transition



Les éditions Peter Lang publient un ouvrage intitulé "Les Etats baltes en transition - le retour à l'Europe" de Céline Bayou et Matthieu Chillaud (dir.). Cet ouvrage publié avec le soutien de la Fondation Robert Schuman a été préfacé par le président de la Fondation, Jean-Dominique Giuliani... [Lire la suite](#)

Eurobarometre :

Les Européens très soucieux de la cybersécurité



Selon une dernière enquête Eurobaromètre publiée le 9 juillet, 89% des utilisateurs d'internet dans l'Union européenne évitent de divulguer des données à caractère personnel en ligne, et 74% pensent que le risque d'être victime d'un acte de cybercriminalité a augmenté au cours de cette dernière année. Par ailleurs, 12% des internautes dans l'Union européenne ont déjà été victimes de fraudes en ligne, et 8% d'une usurpation d'identité. Cependant, 53% des utilisateurs de l'internet n'ont changé aucun de leurs mots de passe en ligne au cours de l'année écoulée... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

"Une nouvelle approche pour la Grèce"



L'institut allemand "Stiftung Wissenschaft und Politik" (SWP) publie une étude de Daniela Schwarzer intitulée "Une nouvelle approche pour la Grèce" qui analyse la situation du pays après les élections législatives. L'auteur liste une série de recommandations pour des réformes économiques et le renforcement des administrations locales... [Lire la](#)

[suite](#)

Partenariat euro-russe: des relations compliquées



La Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur (FRIDE) publie deux études sur les relations entre l'Union européenne et la Russie. La première porte sur le sommet de Saint-Pétersbourg qui s'est tenu au début du mois de juin 2012. L'étude met en évidence les timides avancées obtenues et la difficile relation entre les deux puissances du fait de la défiance réciproque et des divergences en matière de tactique et de priorités. La seconde étude s'intéresse au nouveau contexte dans lequel évolue le partenariat (retour de Vladimir Poutine au pouvoir en Russie et crise économique au sein de l'Union européenne) qui complique la relation dans la mesure où les intérêts économiques de court terme prévalent sur les questions d'engagement politique à long terme... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Schengen et la solidarité : le fragile équilibre entre confiance mutuelle et méfiance



L'European Policy Centre a publié une étude d'Yves Pascouau sur le fonctionnement de l'espace Schengen. Suite au Printemps arabe et à l'arrivée de Tunisiens sur ses côtes, l'Italie, n'obtenant pas le soutien attendu de l'Union européenne, s'était tournée vers la France, décision qui a entraîné un accroissement des patrouilles aux frontières françaises de l'espace Schengen. Cette réponse, qualifiée d'inadéquate par Cecilia Malmström, commissaire en charge des Affaires intérieures, était à la fois un réflexe de protection et un appel à la solidarité. Les décisions prises suite au Printemps arabe portaient des germes de méfiance entre pays, freins à la liberté de circulation. Pour l'auteur, il s'agit d'un exemple. D'autres domaines sont affectés mais il conclut que l'espace Schengen et la libre circulation ne seront pas affectés... [Lire la suite](#)

Proposition de règlement sur les produits d'investissement de détail



Le groupe Cicero a publié le 3 juillet 2012 son rapport sur la proposition de règlement de la Commission européenne relative aux produits d'investissement de détail qui offrent aux petits investisseurs la possibilité d'accéder aux marchés financiers. La réglementation vise à créer un document avec les informations clés que les concepteurs de produits d'investissement devront établir et communiquer aux investisseurs particuliers quand ceux-ci voudront acheter de tels produits. Il s'agit de la première des trois propositions de législations du même paquet adopté par la Commission le 3 juillet ayant pour but d'améliorer la protection des consommateurs dans le domaine des services financiers... [Lire la suite](#)

Culture :

My name is Bond, James Bond.



Jusqu'au 5 septembre 2012, le Barbican Centre de Londres consacre une exposition au plus célèbre des espions : James Bond. L'exposition, "Designing 007 - Fifty years of Bond Style", permet de retracer les nombreuses aventures du plus british des espions en passant par les costumes de 007, des James Bond Girls, par ses gadgets ainsi que par le mobilier... [Lire la suite](#)

Festival tyrolien à Erl en Autriche

Le Festival tyrolien à Erl (Autriche) propose jusqu'au 29 juillet 2012 des opéras, des concerts et de la musique de chambre dans un cadre idyllique. Fondé par le metteur en scène et chef d'orchestre, Gustav Kuhn, le festival réunit chaque année des mélomanes du monde



entier. Au programme de cette année notamment : Wagner, Puccini, Beethoven, Händel..... [Lire la suite](#)

66ème édition du Festival d'Avignon



Devenue "ville-théâtre", Avignon présente comme chaque année une quarantaine de spectacles différents pour environ 300 représentations dans le cadre de son célèbre Festival de théâtre jusqu'au 28 juillet 2012. Autour de ces spectacles sont également organisés des rencontres avec les artistes du Festival, des lectures de textes inédits, des projections de films ou encore des expositions. L'artiste associé de cette 66e édition est l'acteur et metteur en scène Simon McBurney... [Lire la suite](#)

Festival de jazz à Nice



Le Nice Jazz festival se tient jusqu'au 12 juillet 2012 avec pour marraine Dee Dee Bridgewater. Pour cette 19ème édition, la programmation est particulièrement riche : Herbie Hancock, Ron Carter, Ahmad Jamal, et tant d'autres. Plusieurs jazzmen français sont aussi attendus aux côtés de la chanteuse belge Selah Sue et de la nouvelle sensation du jazzvocal masculin Gregory Porter. Le festival rend également honneur à l'esprit tzigane et manouche avec notamment la présence de Thomas Dutronc et d'Emir Kusturica... [Lire la suite](#)

Festival international d'art lyrique d'Aix en Provence



Jusqu'au 27 juillet 2012 se déroule à Aix-en-Provence l'un des plus prestigieux festivals d'art lyrique européens qui accueille, chaque année, un panel exceptionnel de chanteurs, chefs d'orchestre et metteurs en scène. Au menu de ce mois de juillet : les "Noces de Figaro" et "La Finta Giardiniera" de Mozart ou encore "David et Jonathas" de Marc-Antoine Charpentier. Les mélomanes et amateurs d'arts lyrique et d'opéra pourront également entendre "L'Enfant et les sortilèges" de Maurice Ravel et "La Cambiale di matrimonio" de Rossini. En parallèle du festival, le public est invité à découvrir des jeunes talents, des voix lyriques, des chants du monde mais aussi du jazz dans divers lieux du centre ville... [Lire la suite](#)

Festival des arènes de Verone



La 90ème édition du Festival de Vérone se tient jusqu'au 2 septembre 2012. De nombreux opéras seront ainsi présentés : parmi eux figureront "Les noces de Figaro" de W. Mozart, "Tosca" de G. Puccini, "Carmen" de G. Bizet..... [Lire la suite](#)

Des trésors des archives Goethe et Schiller à Weimar



A l'occasion de la réouverture des archives Goethe et Schiller à Weimar après deux ans de rénovation, la 'Klassik Stiftung Weimar' consacre une exposition spéciale à Goethe et Schiller intitulée "Schätze des Goethe - und Schiller - Archivs" ("Des trésors des archives Goethe et Schiller). Cette exposition présente notamment des manuscrits de Goethe, Schiller, Herder et Wieland ainsi que des lettres de Mozart et Beethoven. L'exposition est ouverte jusqu'au 28 septembre... [Lire la suite](#)

L'Agenda :

9 juillet

9
Juil.

Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe (ministres des Finances de la zone euro)

10
Juil.

10 juillet
Bruxelles
Conseil "Economie et finances"

Nicosie
Réunion informelle des ministres de la Santé

11
Juil.

11 juillet
Bruxelles
Conférence sur le cadre financier pluriannuel

12
Juil.

12 juillet
Nicosie
Réunion informelle des ministres de l'Emploi et des politiques sociales

16
Juil.

16 et 17 juillet
Bruxelles
Conseil "Agriculture et Pêche"

Nicosie
Réunion informelle des ministres des transports et des télécommunications

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;
Perle Baillard, Fabrice Laffargue, Mélanie Laplace, Camille Stephan.

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}